



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 24 – Juin 2021

## En bref – Les subventions en Argentine, symbole des divergences entre les nécessités économiques et les raisons politiques

Conçue comme une stratégie de compensation des chocs externes sur le revenu des ménages à la suite de la crise de 2001, la politique de subvention et de gel des tarifs des services publics, en particulier de l'énergie, concentre aujourd'hui des enjeux politiques, sociaux et macroéconomiques cruciaux. Le récent bras de fer perdu par le ministre de l'économie Guzman face à son sous-secrétaire à l'électricité, Federico Basualdo, à ce sujet, révèle l'ampleur du dilemme idéologique que cette question cristallise. D'un côté, dans un contexte d'appauvrissement de la population et de forte inflation, le gel des prix bénéficie sans distinction à l'ensemble de la population argentine en augmentant indirectement le pouvoir d'achat des ménages. Mais, outre le fait que ces subventions n'apportent qu'une réponse de court-terme et non ciblée à des enjeux sociaux profonds, elles constituent depuis 2004 un véritable fardeau budgétaire, jugé insoutenable par l'ensemble des institutions internationales et des agences de notation : pour mémoire, les seules subventions à l'énergie représentaient 1,7 % du PIB en 2020. Comme le souligne Fitch Ratings, déjà historiquement important, le poids de ces dernières a encore été alourdi par l'effet de la dépréciation du peso argentin (48 % en 2020) sur le coût d'importation de l'énergie, ainsi que par l'augmentation des coûts de production de l'électricité. La réduction de ces subventions représente donc un enjeu macroéconomique et financier crucial et s'avère nécessaire pour redresser les finances publiques (déficit primaire creusé à 6,5 % du PIB en 2020 suite à la crise sanitaire). Cet aspect sera sans doute l'un des points saillants des discussions sur le nouveau programme avec le FMI. Si dans cette optique de réduction du déficit, le budget pour 2021, porté par Martin Guzman, prévoyait le maintien du ratio des subventions sur le PIB (grâce à un ajustement des tarifs indexé sur l'inflation, avec une prévision officielle autour de 30 % au cours de l'année), depuis janvier, seule une augmentation de l'ordre de 9 % a été appliquée en mai sur les prix de l'électricité et de 6 % en juin sur ceux du gaz. Ces hausses de tarifs, difficiles à assumer alors que s'approchent les échéances électorales de novembre, soulignent le dilemme entre les nécessités économiques et les raisons politiques. Ainsi, si la réconciliation des grammes économique et politique s'affiche comme une nécessité pour résoudre durablement le déséquilibre budgétaire et ses effets sur l'économie argentine, une telle convergence semble difficilement atteignable avant la fin de l'année 2021.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

1,7 %

Subventions à l'énergie  
(gaz et électricité) en  
pourcentage du PIB 2020

## Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source : Financial Times

### Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 354

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 12,61

**Mortalité record, nouvelle inflexion des paramètres de circulation virale.** Le taux de positivité a de nouveau diminué assez sensiblement sur la semaine (24,64 % vs 27,15 %), tout en restant singulièrement élevé (par comparaison, il est de l'ordre de 1,5 % en France). Le taux d'incidence s'établit également en baisse, sensible (-14,1 % à 354 au niveau national, 361 à Buenos Aires), dans un contexte où le nombre de tests rapporté à la population a reflué pour la seconde semaine consécutive, mais moins vite (-5,2 %).

Les paramètres de criticité semblent se stabiliser, tout en demeurant à un très haut niveau : après 12 semaines de hausse ininterrompue (+122,9 %), le nombre de personnes Covid+ en soins intensifs a légèrement diminué (-1,35 % sur la semaine à 7.664, notamment au cours des deux derniers jours : -3,8 %). En revanche, le nombre de décès sur 7 jours est de nouveau marginalement en hausse (+0,96 % sur la semaine à 3.995).

Avec 12,61 décès par jour par million d'habitants en moyenne mobile sur 7 jours (vs 12,49 semaine précédente et 0,83 en France), l'Argentine figurait mercredi soir au 2<sup>ème</sup> rang mondial sur ce critère (hors pays de moins d'un million d'habitants), derrière le Paraguay (18,09) et devant l'Uruguay (12,5). Parmi les 6 principales économies d'un continent ravagé par l'épidémie, la mortalité argentine rapportée à la population demeure la plus élevée en tendance, devant celle de la Colombie (11,7), du Brésil (9,5), du Pérou (9,1), du Chili (5,8) – incroyablement constant



depuis des semaines malgré l'avancée rapide de la campagne de vaccination - et du Mexique (1,41→).

Il vient de là que **l'Argentine a fait son retour cette semaine dans la liste des 15 pays au monde les plus atteints en termes de mortalité rapportée à la population**, avec 1.931 décès par million d'habitants depuis le début de la pandémie (**14<sup>ème</sup> rang mondial et 3<sup>ème</sup> rang en Amérique latine**, derrière le Pérou et le Brésil), repassant devant le Royaume-Uni (1.888) et demeurant devant les Etats-Unis (1.815) ou encore la France (1.639).

### Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 239

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5,8

**Haut plateau.** La vaccination continue de progresser à un rythme soutenu, le taux de couverture de la population à une et deux doses étant désormais respectivement de 62 % et 48,5 %. Malgré cela, et bien qu'en légère diminution par rapport à la semaine dernière, **le taux d'incidence reste élevé, à 239** (contre 265 la semaine dernière) tandis que le **taux de mortalité demeure relativement constant (5,8** contre 5,6 la semaine précédente).

Face à cette situation persistante, le gouvernement a ramené la région métropolitaine de Santiago dans la phase de confinement la plus stricte, mesure en vigueur depuis le 12 juin.

### Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 230

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 18,09

**Vers une décélération de l'épidémie ?** Le nombre de nouveau cas montre une baisse significative au cours de la semaine, ramenant le **taux d'incidence à 230** (contre 290,5 la semaine dernière). En revanche, la mortalité continue d'augmenter, le **taux de décès étant autour de 18** au cours de la semaine (contre 17,6 la semaine dernière et 13,8 la précédente). **Le Paraguay s'affiche ainsi au 1<sup>er</sup> rang mondial en termes de mortalité**, dans un contexte d'extrême saturation des hôpitaux et de pénurie d'oxygène et de médicaments.

En raison du **manque de vaccins**, la **campagne reste poussive**, le taux de couverture étant de seulement 4,5 % pour une dose et 1,5 % pour les deux doses.



### Uruguay

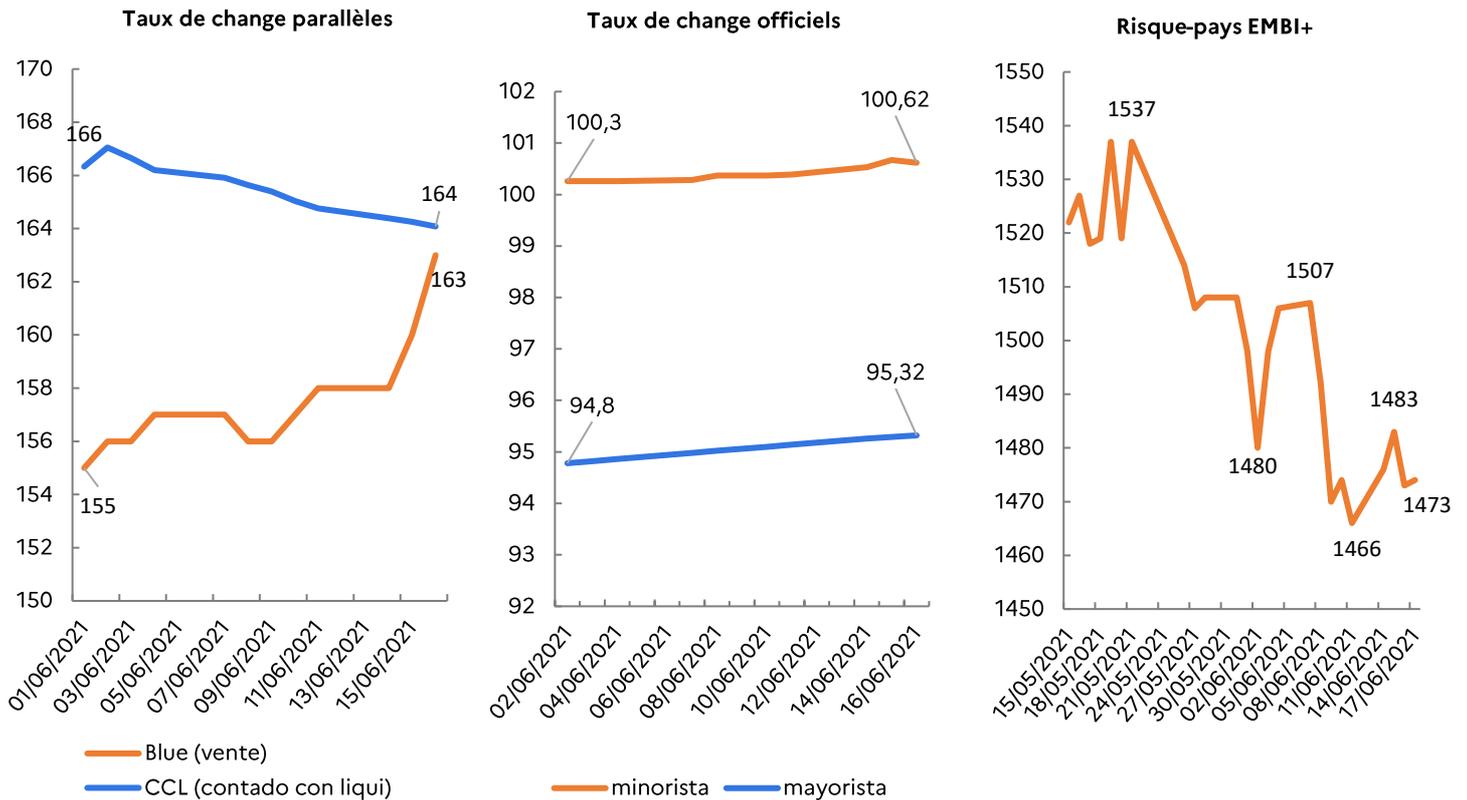
Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 578

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 12,5

**Amélioration sensible de la circulation épidémiologique.** Le nombre de nouveaux cas enregistrés cette semaine connaît une diminution significative, permettant au **taux d'incidence de tomber à 578** (contre 715 la semaine dernière et 721,5 la précédente), ce qui suggère une nette amélioration de la situation sanitaire. Cette évolution concerne aussi le taux de mortalité, avec un nombre de décès moyen par jour par Mhb qui régresse à 12,5 alors qu'il était de 17,3 la semaine dernière.

En parallèle, **la couverture vaccinale à une dose dépasse désormais les 60 % de la population** tandis que **37 % de la population est entièrement vaccinée.**

## Graphiques de la semaine



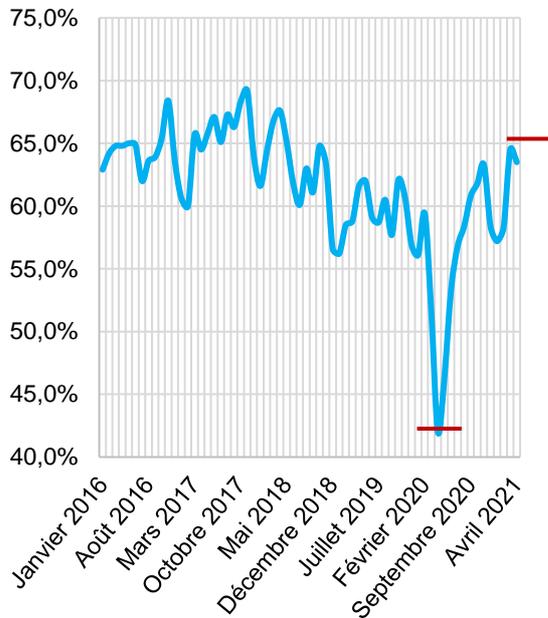
## ARGENTINE

Dans son ensemble, l'industrie résiste plutôt bien aux nouvelles restrictions sanitaires, avec une utilisation des capacités installées qui reste élevée, mais affiche de fortes disparités entre les secteurs

Selon l'institut national des statistiques (INDEC), le taux d'utilisation des capacités

installées dans l'industrie se situe à 63,5 % en avril ce qui, en dépit d'une légère diminution par rapport à mars (64,5 %), montre une relative résilience de l'activité industrielle malgré le renforcement des restrictions sanitaires. Par contraste, au plus fort de la pandémie en avril 2020, le taux avait chuté à 42 %.

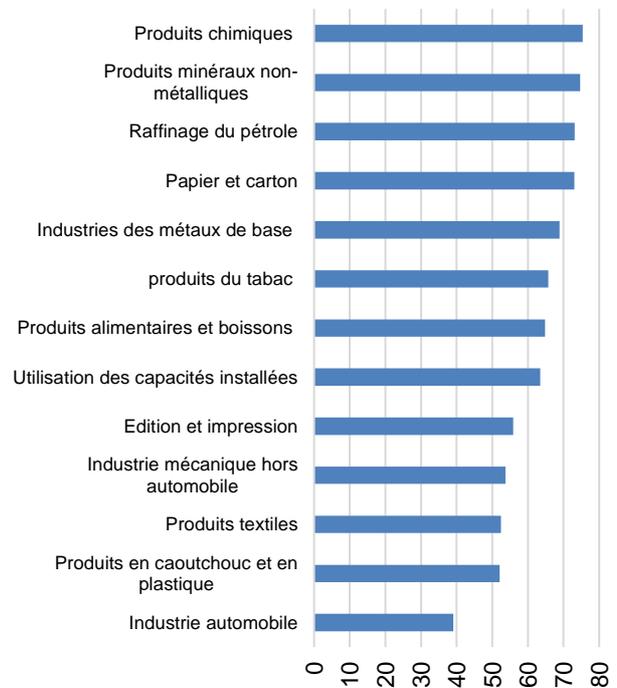
### Evolution du taux d'utilisation des capacités installées



INDEC/SER Buenos Aires

La production industrielle a même progressée pour les produits chimiques (75,4 % versus 70,3 % en mars) et le papier (73 % vs 71,7 %) mais a légèrement baissée pour les produits minéraux (74,7 % vs 77,4 %) et les produits pétroliers (73,1 % vs 73,8%). Le recul est en revanche très marqué pour l'industrie automobile (39,1%) alors qu'elle affichait 54,8% le mois précédent, signe de la persistance des contraintes sur ce secteur mais aussi d'une demande de véhicules sensible à la conjoncture. En effet, alors que l'automobile est aussi utilisée comme un instrument d'épargne, face à l'inflation et à la dépréciation du peso, les ménages pourraient préférer une épargne en devises plus liquide en cas de dégradation notable de la situation économique et/ou sanitaire. Ce choix expliquerait le retour d'une certaine volatilité sur le marché cambiaire, avec un différentiel de change qui reste élevé (62 % avec le taux informel « blue » et 74 % avec le taux boursier CCL, à la mi-juin).

### Taux d'utilisation des capacités installées en avril 2021



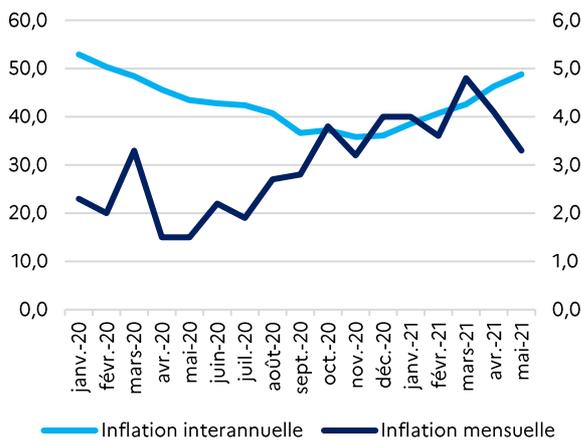
INDEC/SER Buenos Aires

### L'inflation décélère en mai, sans pour autant effacer entièrement les tensions sur les prix

En rythme mensuel, l'indice des prix à la consommation progresse de 3,3 % en mai (+3,4 % dans la région de Buenos Aires), après 4,1 % le mois précédent, enregistrant ainsi le taux mensuel le plus faible depuis novembre 2020. Cette décélération s'explique surtout par le ralentissement de la demande domestique, pénalisée par les contraintes sanitaires. Malgré l'ampleur des subventions (2,6 % du PIB en 2020), la hausse des prix est particulièrement marquée dans les transports (+6,0 %), la santé (+4,8 %) et l'alimentation (+3,1 %). Des ajustements sont également observés dans l'hôtellerie et la restauration (+3,7 %), activités qui sont directement concernées par les nouvelles restrictions sanitaires. A cet égard, le

tourisme d'hiver pourrait être affecté par la seconde vague de contamination, ce qui pourrait orienter à la baisse les tarifs. Par contre, même si le contrôle des prix n'a visiblement pas réussi à contenir entièrement les poussées inflationnistes, d'aucuns estiment que la fin du programme des prix maximums «precios maximos» pourrait se traduire par un effet de rattrapage, entraînant un renchérissement de certains produits alimentaires.

### Evolution mensuelle et annuelle de l'inflation (en %)



INDEC/SER Buenos Aires

La décélération en rythme mensuel est également observée pour les prix de gros (+3,2 % en mai, versus +4,8 % un mois plus tôt) et le coût de la construction dans la région métropolitaine de Buenos Aires (+2,7 % en mai après +6,4 % en avril), conséquence dans ce cas de l'atonie observée dans ce secteur ces derniers mois (-2,2 % en avril, -1,5 % en mars et -3,8 % en février).

Cumulée depuis le début de l'année, l'inflation atteint 21,5 % et se hisse à 48,8 % en rythme annuel, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis février 2020.

Face à la persistance des prix élevés, et des anticipations du marché qui continuent de tableur sur le maintien de la spirale inflationniste (48,3 % en décembre 2021), Bloomberg estime que les épargnants privilégient les instruments financiers indexés sur l'inflation. Ainsi, le nombre de fonds investissant dans ce type de titres serait passé de 6 à 23 en seulement une année, et les montants auraient bondis de 340 % depuis le début de l'année pour atteindre 86,2 Mds ARS (environ 900 MUSD).

### La Banque interaméricaine de développement (BID) octroie un prêt de 200 MUSD pour améliorer l'accès à l'eau dans les petites municipalités rurales

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt de 200 MUSD, au bénéfice du ministère des travaux publics argentin, pour financer un programme de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les petites municipalités rurales. De son côté, l'Argentine contribuera à hauteur de 50 MUSD, portant le montant total du programme à 250 MUSD. Le financement sera effectué au taux d'intérêt LIBOR sur une durée de 23,5 ans avec une période de grâce de 7 ans.

Le programme a pour objectif d'améliorer l'accès et la qualité des services d'eau pour près de 184.000 foyers vivant dans des municipalités dites mineures (moins de 50.000 habitants). Dans cette optique, le programme prévoit la construction et la réhabilitation des réseaux d'eau et d'assainissement, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles et financières des entités engagées dans ce projet, dont l'entreprise publique des travaux d'assainissement hydriques (ENOHSA), exécutrice in fine du programme.

# CHILI

## Le Chili se distingue dans la région en termes d'aides directes aux foyers pendant la pandémie

Selon la Banque centrale, le Chili se classe parmi les premiers pays de la région en termes d'aides économiques directes apportées aux ménages dans le contexte de pandémie, notamment concernant la couverture de la population (38 %), la durée des aides (18 mois) et la participation dans le PIB (18 %). Celles-ci se sont élevées à 26 Mds USD dont 11 Mds USD pour le « revenu familial d'urgence » (IFE).

## Le gouvernement prévoit un renforcement de l'endettement et de l'utilisation des fonds souverains pour financer les nouvelles mesures économiques

Le ministère des finances prévoit une émission de dette à hauteur de 19 Mds USD en 2021, dont près de 13 Mds USD pour de l'endettement nouveau, permettant de couvrir notamment les nouvelles mesures d'aides économiques adoptées en juin (revenu d'urgence « IFE universal » pendant 3 mois pour 80 % de la population et programme d'aides aux PME, dont le coût total est estimé à 12 Mds USD). Une partie des ressources proviendrait également des fonds gouvernementaux (fonds de stabilisation économique et social – FEES - et fonds de réserve des pensions – FRP - ), pour près de 5 Mds USD, ainsi que de la fiscalité du secteur minier (perspectives autour de 8 à 10 Mds USD) et de divers aménagements fiscaux et budgétaires.

En 2020, le financement des nouvelles mesures s'est fait par de l'émission de dette à hauteur 11,9 Mds USD, ainsi que des apports des fonds gouvernementaux (5,7 Mds USD) et des « autres actifs du Trésor » (6,1 Mds USD). Le stock de dette brute du gouvernement central représentait 30 % du PIB au 31 mars et devrait atteindre 33 % du PIB en 2021 (moins toutefois que les 34,9 % projetés dans le dernier rapport des comptes publics au T4 2020).

## Hausse des revenus et des coûts de main d'œuvre en avril, en raison d'un effet de base

Selon l'institut national des statistiques, pour la population occupée en général, l'indice des revenus et le coût de la main d'œuvre ont augmenté respectivement de 5,8 % (la plus forte hausse depuis février 2016) et de 6,2 % en avril, sur 1 an, en raison principalement d'un effet de base. Le commerce, la construction, l'industrie manufacturière et la mine ont enregistré les plus fortes hausses.

Le revenu moyen nominal par heure effectivement travaillée s'établit à 5.381 CLP (environ 6 EUR) et le coût moyen horaire de la main d'œuvre à 6.156 (7 EUR). L'écart est respectivement de 10,4 % et 11 % entre les femmes et les hommes. Par ailleurs, les salaires réels ont augmenté de 2,4 % sur un an et de 0,6 % depuis le début de l'année.

## PARAGUAY

### L'INE lance un nouvel outil pour mesurer la pauvreté

L'institut national des statistiques (INE) a mis en place un nouvel indicateur visant à améliorer la mesure de la pauvreté, en prenant en compte les facteurs non monétaires, afin de mieux élaborer les politiques publiques œuvrant à sa réduction.

Il s'agit de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM, en espagnol « Índice de Pobreza Multidimensional »). Cet indicateur explore quatre dimensions, à savoir : (i) l'accès à l'emploi et à la protection sociale, (ii) au logement et aux services d'intérêts publics, (iii) à la santé et l'environnement et ; (iv) à l'éducation. Il vient s'ajouter aux indicateurs sur les besoins de base non couverts « Necesidades Basicas Insatisfechas (NBI) » et sur la pauvreté monétaire « Pobreza Monetaria » utilisés dans la mesure de la pauvreté.

Pour sa première mesure, l'indice de pauvreté multidimensionnelle s'établit à 24,93 % ; la pauvreté multidimensionnelle concernant ainsi près de 1,8 million de Paraguayens. La « pauvreté monétaire » concerne quant à elle environ 1,9 million de Paraguayens, soit 26,87 % de la population. Les chiffres de l'année 2020 révèlent également de fortes disparités territoriales : la pauvreté multidimensionnelle est plus élevée dans les milieux ruraux (44,56 %) que dans les milieux urbains (13,28 %).

### Les échanges commerciaux restent dynamiques en mai

Les échanges commerciaux de marchandises progressent de 21 % sur un an, durant les 5 premiers mois de 2021, pour atteindre 10,1 Mds USD. Sur la période, les exportations s'établissent à 5,5 Mds USD, en

hausse de 23,5 % sur un an. L'augmentation des ventes à l'étranger est principalement impulsée par les livraisons de soja, de viande bovine et de céréales. De même, les importations progressent de 18,2 % sur un an, à 4,6 Mds USD. La hausse des achats est en partie attribuée aux biens non durables. Sur la période, la balance commerciale reste en faveur du Paraguay, à 0,9 Md USD.

Pour le seul mois de mai 2021, les exportations s'élèvent à 1,2 Md USD, enregistrant une hausse de 5,8 % par rapport à avril. Les importations progressent aussi sur la période pour atteindre 958 MUSD (+1,3 %). Le solde commercial paraguayen est excédentaire de 0,3 Md USD.

## URUGUAY

### Le gouvernement uruguayen cherche à impulser un projet pilote d'hydrogène vert

Dans le cadre de la transformation de son mix énergétique, le gouvernement uruguayen élabore une feuille de route pour le développement de la filière hydrogène et entame un dialogue avec le secteur privé pour le lancement d'un premier projet pilote. 97 % de l'électricité est produite à partir d'énergie renouvelable, avec un surplus permettant l'exportation d'environ 20 % de l'électricité produite. Cependant, l'Uruguay reste dépendant des hydrocarbures – qui sont importés dans leur totalité – pour les secteurs des transports et de l'industrie.

Dans ce contexte, le ministère de l'Industrie, de l'énergie et des mines (MIEM), l'ANCAP (entreprise publique des combustibles et alcools) et l'UTE (entreprise publique d'électricité) ont lancé un processus de dialogue avec les entreprises intéressées au



projet pilote de transport à hydrogène appelé « H2U » afin de susciter des candidatures au second semestre 2021. Le projet « H2U » vise à produire de l'hydrogène vert, à partir de l'électrolyse de l'eau (1,5 MW à 5 MW de puissance nominale), pour la mise en circulation de 10 véhicules à pile à hydrogène (des camions ou des bus). Les entreprises intéressées devront former un consortium afin de construire toute la chaîne de valeur, de la production à l'utilisation finale. Pour ce projet, l'UTE serait la responsable de la fourniture de l'électricité nécessaire à l'électrolyse à un prix subventionné grâce aux excédents de production et l'ANCAP, quant à elle, mettrait à disposition les terrains.

L'Etat envisage d'octroyer également des subventions sur 10 ans au producteur, les montants étant en fonction de l'activité finale mise en œuvre. Un appel d'offres serait lancé vers la fin de l'année 2021.

### Les indicateurs du marché du travail restent relativement stables en avril

Dans son rapport pour le mois d'avril 2021, l'institut des statistiques (INE) révèle un taux d'activité de 60,9 %, un chiffre relativement stable par rapport à mars (+0,1 %). Dans la ville de Montevideo, ce taux est de 62,8 %

(+0,2 %), contre 59,7 % à l'intérieur du pays (+0,1 %). Sur l'ensemble du territoire, la progression du taux d'activité est plus marquée chez les femmes, où il s'établit à 54,7 % (+0,3 %), contre 67,8 % pour les hommes (+0,1 %).

En dépit du maintien des restrictions visant à endiguer les contagions, avec un pic de nouveaux cas enregistré début avril, le taux d'emploi reste relativement stable à 55,0 % (+0,1 % par rapport au mois précédent). Il s'élève à 48,4 % pour les femmes (+0,3 %) et à 62,3 % pour les hommes (+0,1 %) en avril. Le taux d'emploi affiche une progression plus rapide à l'intérieur du pays, où il monte à 55 % (+1,0 %), mais reste inférieur à son niveau à Montevideo (56,7 %, +0,3 %).

A 9,7 %, le taux de chômage reste inchangé en avril par rapport au mois de mars. On observe cependant deux tendances différentes entre la capitale, où ce taux recule à 9,8 % (contre 10,0 % en mars 2021) et à l'intérieur du pays, où il se détériore légèrement (9,6 %, contre 9,4 % le mois précédent). Le constat de tendances opposées se répète entre les femmes et les hommes : le taux de chômage des femmes s'élève à 11,5 % en avril (vs 11,7 % en mars), contre 8,1 % pour les hommes (vs. 7,9 % le mois précédent).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :  
Compte Twitter :

[julie.veguer@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.veguer@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)